

**Article de Pas Ndiaye paru dans « L'Histoire » en février 2006
(lhistoire.fr)**

A l'issue de la guerre de Sécession, en 1865, l'esclavage est aboli dans le sud des États-Unis. Mais les populations noires, progressivement reléguées et exclues de la vie politique, s'y voient imposer un système légal de ségrégation. Il durera près d'un siècle.

En 1916, Maurice Evans, un Sud-Africain voyageant dans le sud des États-Unis, remarqua avec plaisir à quel point cette région était semblable à son pays : *"La séparation des races dans tous les domaines y est aussi rigoureuse qu'en Afrique du Sud..."* Au vrai, les similitudes entre l'apartheid* sud-africain et la ségrégation* américaine ont frappé les contemporains au point de susciter plusieurs travaux historiques comparatifs¹. C'est seulement après la Seconde Guerre mondiale que les deux systèmes ont divergé, l'apartheid sud-africain se renforçant tandis que la ségrégation américaine s'affaiblissait.

En 1865, pourtant, tout paraissait clair. Le Nord avait gagné la guerre. L'esclavage, par le 13^e amendement, était aboli dans l'ensemble des États-Unis. En 1866, le Congrès, à forte majorité républicaine le parti de Lincoln, abolissait les *Black Codes* votés au lendemain de la guerre par les assemblées sudistes pour obliger les anciens esclaves à rester dans les plantations et, par le 14^e amendement, garantissait la citoyenneté des anciens esclaves. En 1869, le 15^e amendement interdisait toute remise en cause du droit de vote pour les nouveaux citoyens.

Les anciens esclaves pouvaient désormais voter, et de nombreux hommes politiques noirs furent élus dans tous les États du Sud - ils étaient même majoritaires en Caroline du Sud dont la population était aux deux tiers noire. Le Mississippi envoya deux sénateurs noirs au Sénat à Washington. *"Nous étions fous de joie, nous nous prenions pour des héros. Ça y est, on était libres !"* se rappelait Felix Heywood, un ancien esclave du Texas interviewé dans les années 1930².

Mais les portes de l'espoir se refermèrent bientôt, en raison du désengagement graduel des républicains nordistes, ainsi que du retour aux postes de pouvoir des anciens partisans de l'esclavage. Ces derniers se regroupèrent dans le Parti démocrate, localement aidé par le Ku Klux Klan, fondé en 1866, dont les cavaliers cagoulés entendaient reconquérir par la violence ce que la guerre et les urnes leur avaient ôté : la suprématie blanche dans le Sud.

A la fin des années 1880, face à la menace représentée par la tentative de certains Blancs pauvres de s'allier avec les Noirs et de constituer ainsi un

"front de classe" dans le cadre du Parti populiste une nouvelle formation militant pour la réforme agraire, les élites choisirent de se rapprocher des classes populaires blanches en adoptant leur violence raciste et en éliminant politiquement les Noirs par des dispositifs juridiques variés. L'exclusion des Noirs procéda donc d'une alliance politique entre, d'une part, les grands propriétaires terriens, les industriels et les gros marchands qui jusque-là maintenaient des relations paternalistes avec leurs anciens esclaves et, d'autre part, les Blancs pauvres en concurrence économique directe avec les Noirs.

C'est ainsi qu'à la ségrégation de fait qui existait dans la plupart des États du Sud s'ajouta une dimension juridique : en Louisiane, au Mississippi, en Alabama, en Arkansas, en Géorgie, en Caroline du Nord et du Sud, en Floride, en Virginie, la ségrégation devint légale avec le vote, entre 1890 et 1917, des lois "Jim Crow" par référence à une chanson de 1830 moquant les Noirs, affublés du sobriquet de "Jim Crow". Pour reprendre la formule de C. Vann Woodward, ces lois accordèrent *"à la violence raciale la majesté de la loi"* 3.

Elles organisèrent la séparation sociale entre les Noirs et les Blancs. Ce fut d'abord le cas dans les trains, les tramways et les bateaux, puis d'autres lieux publics - jusque et y compris les toilettes -, les écoles, les lieux de résidence et bientôt les hôpitaux, les hospices, les orphelinats. En Caroline du Sud et dans le Mississippi, seules des infirmières noires pouvaient s'occuper de patients noirs. A Memphis, en 1927, une automobiliste blanche mourut de ses blessures au bord de la route car les ambulanciers étaient noirs et n'avaient pas le droit de toucher une femme blanche. Jusqu'en 1942, la Croix-Rouge distingua le sang "noir" du sang "blanc" : un patient ne pouvait recevoir que le sang d'une personne de son groupe racial.

Une loi de Louisiane de 1914 précisait que, dans les cirques, les zoos et les cinémas, les différents guichets seraient espacés de 7,5 mètres minimum, tandis qu'en Caroline du Nord et en Floride les manuels scolaires devaient être bien séparés. A La Nouvelle-Orléans, les prostituées étaient tenues elles aussi de respecter la barrière raciale. A Atlanta, on distinguait des ascenseurs pour Blancs et d'autres pour Noirs, ce qui n'était pas le cas dans l'Oklahoma, dont les cabines téléphoniques, en revanche, étaient ségréguées !

Ce maquis juridique créait des situations ubuesques, notamment dans les transports. Ainsi les gares de Caroline du Nord ne prévoyaient pas de ségrégation pour les fontaines publiques, contrairement à celles du Tennessee. Le voyageur noir distrait qui se trompait de fontaine, ou de salle d'attente, ou de compartiment, ou de toilettes, encourait une remontrance, parfois une arrestation, souvent des coups.

Les compagnies de tramways n'étaient pas favorables au principe des wagons séparés, dont certains pouvaient se trouver vides aux heures de

pointe. Les wagons furent donc ouverts à tous, avec une ligne invisible et mouvante séparant Noirs au fond et Blancs devant. Des altercations éclataient souvent, forçant le conducteur à intervenir : "*Move back !*" "au fond !" intimait-il aux passagers noirs qui faisaient des histoires. Il arrivait que certains passagers blancs, gênés de faire déguerpir un Noir âgé, s'arrangeassent pour rester debout.

Mais, dans leur écrasante majorité, les Blancs du Sud pensaient que les Noirs étaient fondamentalement différents et inférieurs en intelligence et en caractère. Après tout, les journaux et magazines ne regorgeaient-ils pas d'articles informés sur la supériorité des Anglo-Saxons et l'aspect méprisable des Noirs ? Les préjugés racistes étaient quotidiennement confirmés et légitimés par des sommités de la science et de la politique. Rares étaient les anthropologues, comme Franz Boas à l'université de Columbia au début du XXe siècle, qui réfutaient la hiérarchie raciale.

Le renforcement de la ségrégation s'opéra dans l'indifférence du gouvernement fédéral. Faisant fi d'une loi de 1875 interdisant en principe la ségrégation, la Cour suprême, dans l'arrêt *Plessy v. Ferguson* de 1896, déclara qu'elle était constitutionnelle si des conditions égales étaient offertes à chaque race. Bien entendu, seul le principe de la séparation fut mis en oeuvre, le principe d'égalité étant ignoré : dans les écoles blanches, les enfants étudiaient dans de bien meilleures conditions et sous l'autorité de professeurs mieux formés et payés que dans les écoles noires.

Au moins y avait-il des écoles noires, ce qui valait mieux que rien du tout, estimaient certains Afro-Américains. Pour Booker T. Washington, grande personnalité noire de la fin du XIXe siècle, il était préférable de coopérer avec les Blancs de manière à améliorer progressivement les institutions noires plutôt que de lutter sans espoir contre la ségrégation que même la Cour suprême approuvait.

Le point de vue conciliant et pragmatique de Washington n'était pas partagé par tous : beaucoup de Noirs du Sud ne cessèrent de contester le système. Des boycotts étaient organisés contre les lignes de tramways et les commerces trop hostiles, contre les journaux violemment racistes ; des meetings de protestation se tenaient aux risques et périls des participants. Le sociologue noir W. E. B. Du Bois, qui enseigna à Atlanta de 1897 à 1910, expliqua dans *The Soul of Black Folk* 1903 pourquoi il appelait à lutter contre l'injustice⁴.

Deux ans plus tard, Du Bois créa avec d'autres intellectuels noirs le Niagara Movement, prélude à la NAACP National Association for the Advancement of Colored People fondée en 1909, principale organisation de revendication des droits des Afro-Américains au XXe siècle. Mais le corset de la ségrégation était si solidement en place que nul n'en prévoyait la fin.

La ségrégation systématique dans les lieux publics s'accompagna de l'exclusion politique. Les suprémacistes blancs trouvèrent le moyen de contourner le 15^e amendement, qui garantissait théoriquement, nous l'avons dit, le droit de vote pour tous les citoyens. La fraude électorale et l'intimidation se révélèrent vite insuffisantes : vers 1895, les hommes politiques noirs étaient encore bien installés dans la plupart des législatures du Sud. Plusieurs subterfuges furent alors laborieusement mis au point : on vota des clauses de résidence et de cens, à quoi le Mississippi, la Caroline du Sud et la Virginie ajoutèrent un test d'alphabétisation qui prévoyait un examen de lecture et de compréhension de la Constitution pour tout électeur. L'immense majorité des Noirs était illettrée. La Louisiane se distingua avec la clause "du grand-père" réservant le droit de vote à ceux dont le grand-père pouvait voter avant 1860 et excluant donc les descendants d'esclaves. Était ainsi créé ce qu'un législateur appela *"des électeurs par hérédité"*.

Cet assemblage juridique, avalisé par la Cour suprême, produisit les effets escomptés : alors qu'en 1890 les trois quarts des hommes du Sud étaient électeurs, dix ans plus tard moins d'un homme sur trois pouvait voter. La quasi-totalité des électeurs noirs et une partie importante d'électeurs blancs pauvres se trouvaient écartés des urnes. En Louisiane par exemple, le nombre d'électeurs noirs passa de 130 334 en 1896 à 1 342 en 1904. Deux sociétés, l'une noire, l'autre blanche, se trouvaient séparées par un mur d'hostilité et de méfiance : *"Nous sommes voisins, et pourtant étrangers. Même entre les Blancs les plus éclairés et les Noirs, il n'y a plus de communication, plus d'échanges de vues"*, écrit un Noir de Caroline du Nord au début du XX^e siècle. Katherine Lumpkin, une toute jeune fille de riches planteurs, s'étonnait de ce que *"les hommes, les femmes et les enfants [noirs] travaillent silencieusement"*, et observait *"ces étrangers sombres aller et venir, indifférents au fait de travailler pour nous ou pour d'autres, et qui semblent porter un fardeau qui les préoccupe"* 5.

Pour la plupart métayers, étranglés par des dettes irréductibles, sans propriété ni capital, de surcroît privés de leurs droits civiques, les Noirs du Sud avaient en effet quelques raisons d'être "sombres" : la célébration joyeuse de la fin de l'esclavage, quarante ans plus tôt, paraissait bien lointaine. Leur situation sociale et politique s'était gravement détériorée entre la fin des années 1860 et les années 1890, même si une petite minorité avait pu former une bourgeoisie d'affaires dans les grandes villes du Sud, en fondant des compagnies d'assurances, des banques et des commerces destinés à la clientèle noire. *"Les Blancs ne supportent pas que nous soyons libres, et ils font tout pour nous écraser. On n'a plus d'école depuis longtemps [...] et pas moyen de s'approcher des bureaux de vote, sinon on se fait fouetter . [...] On était tout en bas, et on l'est resté"*, déclara Felix Heywood.

Accompagnant la ségrégation, les lynchages se multiplièrent à partir du début des années 1890. Ils avaient été très rares pendant l'esclavage et dans les années qui suivirent la guerre de Sécession. Le premier Ku Klux Klan des années 1866-1872 avait eu recours au fouet, rarement au meurtre. Or, après 1890, dans les quatorze États du Sud, près d'une centaine de personnes étaient lynchées chaque année en moyenne, dont 75 % étaient noires, un pourcentage qui s'éleva à 90 % au XXe siècle⁶.

La chanson *Strange Fruits*, écrite en 1937 par Abel Meeropol, un instituteur juif new-yorkais et interprétée de manière inoubliable par Billie Holiday, évoque de manière poignante ces macabres rituels : "*Les arbres du Sud portent d'étranges fruits/ Du sang sur les feuilles/ Du sang aux racines/ Les corps noirs se balancent dans la brise du Sud...*"

Les lynchages punissaient des infractions supposées, généralement des accusations de viol ou de manque de respect à l'égard d'une femme blanche : un regard de travers pouvait coûter cher.

Renforçant les sentiments de solidarité raciale dans la population blanche et terrorisant la population noire, ces lynchages étaient particulièrement nombreux dans les régions à faible densité de population, avec peu de moyens de communication, et visaient surtout des Noirs pauvres, des étrangers récemment installés ou de passage dans la région. "*Les victimes sont toujours des hommes dont personne ne pouvait prendre la défense*", expliqua benoîtement un pasteur noir de Montgomery en 1897. Une fragile paix sociale était ainsi préservée au prix de la pendaison de pauvres hères, sacrifiés rituellement sans procès, pour des motifs fallacieux, devant des autorités goguenardes et complices.

La ségrégation et la violence raciste du Sud eurent pour conséquence le départ d'une partie de la population noire vers les grandes villes industrielles du Nord : 200 000 personnes s'y installèrent entre 1890 et 1910. Le mouvement s'accrut à partir de la Première Guerre mondiale, lorsque l'immigration européenne se tarit. Harlem devint alors un grand quartier noir, haut lieu de la vie culturelle afro-américaine dans les années 1920. La perspective de salaires de 3 dollars par jour, que des agents des compagnies de Chicago ou de Detroit spécialement dépêchés dans le Sud, des billets de train gratuits dans les poches, faisaient miroiter aux métayers noirs, était suffisamment motivante pour plier bagage. La population noire de Chicago passa ainsi de 44 000 personnes en 1910 à 110 000 personnes en 1920, puis à 234 000 en 1930.

Mais, dans les villes du Nord, les morsures du racisme n'étaient pas moins douloureuses. La ségrégation n'était pas imposée par la loi, mais elle existait de fait. Les Noirs vivaient dans des quartiers réservés, les *colored districts*, occupaient les emplois les plus modestes en concurrence avec les migrants européens, ce qui occasionnait des tensions, parfois des émeutes. A Saint

Louis, en juillet 1917, 39 Noirs furent tués par une foule en colère, après un incident mineur. Jusque dans les années 1960, l'histoire des grandes villes du nord des États-Unis fut émaillée d'émeutes raciales survenant le plus souvent dans des contextes de préjugés racistes attisés par la pénurie de logements⁷.

Il n'en demeure pas moins que le Nord offrait des perspectives socio-économiques et politiques puisque les Noirs pouvaient voter inconnues au Sud. Le flux vers le Nord s'amplifia encore : entre 1910 et 1970, 6,5 millions de Noirs migrèrent du Sud au Nord, dont 5 millions après 1940.

La Seconde Guerre mondiale représenta un tournant majeur dans l'histoire de la ségrégation ; ses tenants se trouvèrent désormais sur la défensive. D'abord parce que la lutte contre les régimes totalitaires mit au premier plan les valeurs démocratiques et le respect des droits humains, et occasionna des comparaisons peu flatteuses entre la ségrégation américaine et les politiques racistes de l'ennemi. Dans un accès de franchise, le gouverneur de l'Alabama se plaignit de ce que le nazisme avait *"ruiné les théories raciales qui nous avaient tant servi"*. Les Afro-Américains soutinrent la guerre, motivés à la fois par la perspective de victoire contre les forces de l'Axe et contre la ségrégation américaine. *"Hitler nous a fait sortir de la cuisine des Blancs"*, se rappelait une ouvrière noire de Boeing.

Ensuite parce que la mobilisation militaire entraîna l'appel d'un million d'Afro-Américains sous les drapeaux. La plupart servaient dans des unités ségréguées, sous la férule d'officiers blancs, mais les GI noirs revinrent chez eux avec des espoirs nouveaux et la conviction que la ségrégation devait cesser. Ils n'étaient plus disposés à s'asseoir à l'arrière des bus. La mobilisation croissante des Noirs américains au sein d'associations, prélude au mouvement pour les droits civiques, s'amorça bien dès le lendemain de la Seconde Guerre mondiale.

A cela il faut ajouter un changement décisif du côté de la Cour suprême. Des renouvellements dans sa composition, dont la nomination en 1953 d'un nouveau président, Earl Warren, précipitèrent la décision la plus retentissante, peut-être, de l'histoire juridique américaine : l'arrêt *Brown v. Board of Education* de Topeka du 17 mai 1954, qui déclarait anticonstitutionnelle la ségrégation des écoles publiques. *"La séparation des enfants sur un fondement racial engendre un sentiment d'infériorité quant à leur statut dans la communauté qui peut affecter leurs esprits et leurs coeurs d'une manière irrémédiable."*

L'injonction juridique ne fut cependant pas respectée dans les États du Sud profond Louisiane, Mississippi, Alabama, Arkansas, Géorgie, Caroline du Sud, Floride d'autant que le président Eisenhower se réfugia dans un silence prudent. La résistance des partisans de la ségrégation s'organisa, appuyée par les législatures locales et la renaissance du Ku Klux Klan. En 1957, plutôt

que d'accepter la déségrégation des écoles de Little Rock, Orval Faubus, gouverneur de l'Arkansas, mobilisa la garde nationale de son État puis fit fermer les écoles publiques pendant deux ans. Vers 1960, moins de 1 % des enfants noirs du Sud étaient scolarisés dans des écoles intégrées.

Mais le militantisme afro-américain ne faiblit pas : le mouvement pour les droits civiques naquit symboliquement le 1er décembre 1955, lorsque Rosa Parks refusa de céder sa place dans un bus de Montgomery Alabama *cf p. 50* . Les Noirs du Sud affirmaient leur détermination : *"Nous en avons assez d'être ségrégués et humiliés, assez d'être frappés par le pied brutal de l'oppression"* , s'exclama le jeune pasteur Martin Luther King dans l'une de ces envolées lyriques qui caractérisaient cet orateur hors pair. En 1957, lui et un groupe de pasteurs créèrent la SCLC Southern Christian League Conference, une organisation chrétienne prônant la désobéissance civile et la non-violence *"pour abattre Jim Crow"* .

Le système de ségrégation entra dans son agonie à partir du début des années 1960. John Kennedy, nouvellement élu, plus sensible que son prédécesseur aux pressions des militants des droits civiques, n'hésita pas à utiliser les forces armées fédérales pour mettre fin aux violences exercées contre eux. C'est sous la protection de l'armée que James Meredith, un étudiant noir, entra à l'université du Mississippi en 1962.

Les marches pacifiques et les sit-in se succédaient afin de forcer la main de Kennedy et d'exposer aux yeux du monde la violence des partisans de la ségrégation, qui répondaient nuitamment par des meurtres et des attentats. En juin 1963, le président déclara que *"la race n'avait pas de place dans la vie et dans le droit du pays"* . Kennedy fut assassiné le 22 novembre, mais son successeur Lyndon Johnson poursuivit sa politique : la grande loi des droits civiques votée en 1964 interdisait toute forme de discrimination* et de ségrégation dans les lieux publics, accordait au gouvernement de nouveaux moyens par la création d'une commission chargée de veiller à l'égalité de tous dans le monde du travail, sans distinction de race, de religion, d'origines nationales et de sexe.

"Maintenant, si on veut aller chez McDonald's, on peut aller chez McDonald's !" déclara une femme d'Atlanta. Un an plus tard, la loi sur le droit de vote suspendait les clauses restrictives qui avaient éliminé les électeurs noirs, à la suite de campagnes militantes à Selma, dans l'Alabama, où la violence policière avait scandalisé les Américains. Le système pervers et destructeur de la ségrégation était à terre. La lutte contre les discriminations continuait.